

Conseil national du 24 avril 2021

Rapport d'Igor Zamichiei sur les suites de la conférence nationale, le vote des communistes et le calendrier de travail

Cher.es camarades,

Après ce temps sur la Fête de *l'Humanité*, il me revient d'introduire le dernier temps de débat de notre conseil national sur les suites de la conférence nationale, le vote des communistes et notre calendrier de travail.

Quelques éléments de bilan de la conférence nationale pour commencer.

Je veux tout d'abord remercier Pierre Lacaze et Marie-Jeanne Gobert qui ont copiloté la préparation de cette conférence nationale en y consacrant beaucoup d'énergie alors même qu'ils continuaient d'assumer en même temps leurs autres responsabilités nationales.

Remercier aussi tous les membres de la direction nationale, en particulier les membres de la commission du texte, Christian et Éliane, les membres des directions départementales, tous les référents techniques et tous les camarades, salarié.e.s ou bénévoles, qui ont contribué à son organisation. L'organisation de cette initiative a mobilisé des centaines de camarades dans toute la France pour garantir sa réussite politique et technique.

De l'avis de toutes et tous, notre conférence nationale est un événement à plus d'un titre.

Pendant un jour et demi, plus de 1000 délégué.e.s de nos 96 fédérations réuni.e.s dans leur locaux, ceux des sections ou encore chez des camarades, ont pu débattre ensemble dans le respect des consignes sanitaires et voter, mis en relation au niveau national par un système de visioconférence.

C'est une prouesse technologique, numérique, qu'aucune force politique, syndicale ou associative de notre pays n'avait encore réalisée.

En pensant à notre camarade Yann Le Pollotec, nous sommes profondément émus, à la fois heureux d'avoir réussi un événement auquel il tenait et dans lequel il commençait à s'engager au moment où la maladie l'a touché et si tristes qu'il n'ait pu le voir se réaliser. Nous continuerons de travailler à être à la hauteur de son engagement politique sur les enjeux numériques en particulier.

*

Je voudrai insister sur deux dimensions du succès de cette conférence nationale et pointer les défis qu'il nous restent à relever.

La première dimension, c'est l'engagement de notre corps militant.

Si elle a pu être réalisée, c'est parce que nationalement et dans les fédérations, notre collectif militant s'y est engagé avec ambition. C'est la force et la singularité de notre parti. Et cela porte loin car nous sommes en train d'apprendre collectivement de nouvelles pratiques pour faire vivre

la démocratie dans une situation inédite. De plus en plus de fédérations prennent en main les outils numériques, la visioconférence, les espaces de partages de documents, les formulaires pour associer le plus grand nombre des militant·e·s.

Après la mise en place des référents techniques lors de la conférence nationale, travaillons avec esprit de suite pour voir comment nationalement nous pouvons mobiliser tous ces camarades pour faire progresser l'utilisation des outils numériques et les améliorer par retour d'expérience. Le champ des possibles est immense de ce point de vue, non pas seulement pour remplacer temporairement les pratiques en présentiel qui sont incontournables, mais aussi et surtout précisément pour développer l'utilisation de nos outils numériques avec l'ambition de les placer demain au service de notre action de terrain.

La deuxième dimension, du succès de notre conférence, c'est la qualité de notre débat politique et de la participation aux votes.

Un débat qui a commencé au plus près des adhérent·e·s dans les sections et fédérations, par des contributions, plus de 450 contributions individuelles et collectives et plus de 75 comptes-rendus de conseils départementaux ou d'assemblées générales de section.

Un débat lors de notre conférence qui tranche d'ailleurs avec ce qu'on peut lire sur les réseaux sociaux, où l'injonction et l'anathème, pour ne pas dire plus, sont trop souvent de mise et ne grandissent pas notre parti.

Un débat qui a vu l'expression de 116 intervenantes et intervenants, à parité, issu·e·s de 64 fédérations. Des interventions représentant la diversité des options et approches dans le parti, dans le respect du temps de parole limité, préparées politiquement avec la volonté de toute part de convaincre sans discréditer.

On peut également se féliciter de la très large participation aux votes, dépassant 90 % pour les principaux votes de la conférence.

*

Enfin, je voudrais terminer sur le bilan de cette conférence en disant deux choses importantes pour la suite.

Premièrement, reconnaître la réussite de notre initiative ne doit pas nous exonérer d'en apprécier les limites.

Sur le plan politique et démocratique, la principale d'entre elles est, me semble-t-il, l'insuffisante interactivité des débats, car certains points auraient mérité un échange plus approfondi. Sur le plan technique, une première réunion de debriefing de la conférence a pointé le besoin d'améliorer notre méthode de préparation d'un tel événement, de l'établissement du cahier des charges jusqu'à la réalisation, le besoin d'anticiper davantage pour des raisons d'ambition politique, d'actualisation des données numériques nécessaires, de temps de développement des outils utilisés ou encore de réduction des coûts. Et nous proposerons à tous les référent·e·s techniques départementaux un échange national dans les semaines qui viennent sur le bilan de la conférence et les suites à donner sur notre stratégie numérique.

Ensuite, reconnaître cette réussite ne doit pas non plus nous amener sur le plan politique à considérer que le débat est clos.

Certes, les votes des délégué·e·s à la conférence ont exprimé une large majorité, 66,41 % pour l'option 1, celle proposant de présenter une candidature communiste à la présidentielle et de travailler à construire un pacte d'engagements communs pour les élections législatives. Et 73,57 % pour proposer la candidature de notre secrétaire national, Fabien Roussel, à l'élection présidentielle.

Pour autant, ces votes ne sont qu'une étape de la construction politique que nous engageons pour les échéances de 2022. Dans notre organisation, et c'est un des aspects de mon mandat de le rappeler, ce sont les adhérentes et les adhérents qui ont le dernier mot sur les choix qui engagent notre parti. Le vote des communistes des 7,8 et 9 mai revêt donc une importance majeure. Nous devons travailler dans les 15 jours qui nous séparent de ce vote à l'appropriation des débats de la conférence, à leur prolongement dans toutes les sections et ensuite à la plus large participation possible des communistes au vote. C'est un enjeu, tant pour donner de la force aux choix majoritaires qui en résulteront que pour l'unité de notre parti. Ce vote peut de plus être l'occasion d'un contact direct avec de très nombreux adhérentes et adhérents et d'un échange sur leur contribution aux campagnes départementales et régionales.

En outre, ni le vote de la conférence, ni le vote des communistes et le choix qui sera fait *in fine* ne nous exonèrent du nécessaire débat politique sur les initiatives à prendre précisément pour mettre en œuvre avec ambition nos décisions. C'est ce débat qui doit désormais grandir dans le parti pour être à la hauteur d'une situation politique exceptionnelle qui, comme nous l'écrivons dans le texte de la conférence, est à la fois lourde de dangers et pleine de potentialités.

* *

*

J'en viens à notre calendrier de travail pour les semaines et les mois qui viennent.

Nous sommes dans une phase de finalisation des listes aux élections départementales et régionales et notre mobilisation, les résultats et les élu·e·s que nous obtiendrons à l'issue de cette séquence politique, tout cela va beaucoup compter pour le rayonnement, l'influence et la crédibilité de notre parti, de nos idées. Je ne reviens pas davantage sur notre débat de ce matin.

Nous aurons également dans les semaines qui viennent d'importantes mobilisations auxquelles contribuer ou à impulser, à commencer par la journée du 1^{er} mai, journée internationale de lutte pour les droits des travailleuses et des travailleurs.

La présence du parti, de nos candidat·e·s, le dialogue avec les forces syndicales, les actrices et acteurs de cette mobilisation lors de ce rendez-vous est essentiel pour faire grandir le rapport de force nécessaire à la résistance aux choix du pouvoir, aux idées de droite et d'extrême droite, et à la construction des avancées sociales que nous portons. Travaillons à réussir un 1^{er} mai de lutte et d'espoir comme l'affirme le visuel réalisé par la communication nationale.

Je sais que de nombreuses fédérations préparent activement cette journée lors de laquelle certaines reprendront à cette occasion la vente directe du muguet avec néanmoins un nombre de points de vente réduits. Aussi, nous avons décidé nationalement de reconduire le dispositif de souscription à travers le muguet virtuel qui avait été un succès l'année dernière. Du 1^{er} au 5 mai, il sera possible de souscrire directement sur le site internet national du parti et les sommes

récoltées seront reversées aux fédérations, vous avez reçu les informations à ce sujet. Plusieurs fédérations prévoient des initiatives spécifiques comme à Paris avec une souscription spécifique donnant lieu à l'envoi d'une œuvre de l'artiste Dugudus en hommage aux communards ou encore dans l'Hérault avec une vente de repas à emporter et je sais que d'autres initiatives encore sont prises par les fédérations.

Le 3 mai prochain, nous aurons un comité exécutif national important qui traitera de deux enjeux : la poursuite de notre travail sur la politique jeunesse du parti avec l'adoption d'une proposition pour la jeunesse et un débat sur la conjoncture économique, avec un focus sur la dette, et les propositions économiques du parti. Nous élirons également lors de ce CEN la commission nationale du vote des 7,8 et 9 mai et j'en profite pour insister sur l'importance d'élire des commissions du vote dans les sections et fédérations.

Le 9 mai, en fin d'après-midi, nous ferons une communication nationale pour annoncer les résultats du vote des communistes.

La dernière semaine de mai, malgré l'agenda chargé dans nos fédérations avec les campagnes, je vous propose que nous nous réservions la possibilité de tenir un conseil national. En effet, à un mois du scrutin, ce pourrait être un atout pour faire le point sur la situation politique, les atouts et obstacles rencontrés dans nos campagnes. Et cela pourrait aussi être l'occasion d'un premier échange, forcément limité vu la priorité donner aux échéances actuelles, pour traiter des suites du votes des communistes, des initiatives à prendre sur la présidentielle avec bien sûr des enjeux différents selon l'option retenue et un point particulier sur les législatives car nous savons qu'elles nécessitent une préparation importante. Sur l'aspect de notre budget 2021, je donnerai la parole juste après moi à Taylan et Denis pour une information sur la suite du travail à mener après le dernier conseil national qui a conduit à son adoption.

*

J'en viens à présent à notre prochain congrès. Dans le cadre de la clause de revoyure prévue lors de l'adoption de notre calendrier de travail national, nous avons prévu de faire un point régulier en CN sur ce calendrier.

Depuis plusieurs semaines, de nombreux dirigeant·e·s m'ont fait part d'interrogations, de doutes, tant sur le contenu, les objectifs politiques de notre prochain congrès que sur la possibilité de sa préparation dans de bonnes conditions démocratiques au regard du calendrier et de la situation sanitaire.

Sur le contenu et les objectifs politiques d'abord, des camarades estimant qu'en tenant un congrès à l'automne il serait compliqué d'éviter l'écueil, soit d'un congrès consacré à une analyse de la situation politique et de notre projet de société qui se limite à reprendre largement le travail engagé sur les propositions de sorties de crise adoptées lors du CN du 12 juin 2020 dans le cadre du document « Construisons la France en commun », soit à l'inverse l'écueil d'un congrès exclusivement consacré aux échéances présidentielle et législatives de 2022 sans plus-value réelle par rapport à la conférence nationale. Et plusieurs camarades pointent le fait qu'après la séquence de 2022, nous serons nécessairement dans une nouvelle situation politique qui nécessitera une réflexion et des propositions des communistes à l'échelle nationale. En outre, toujours sur le contenu, nous avons tacitement fait le constat de la difficulté à tenir l'engagement du dernier congrès de révision de nos statuts, car c'est un processus lourd qui demande une réelle préparation, or des camarades considèrent que c'est un problème de différer cet engagement.

Sur sa préparation démocratique ensuite en lien avec le calendrier, des camarades pointent des difficultés précises.

Premièrement, le report d'une semaine des élections à une conséquence concrète sur le travail de la commission du texte. Nous avons fixé l'adoption du projet de texte de base commune lors d'un conseil national le samedi 3 juillet en pensant que les élections se tiendraient au mieux début juin au plus tard mi-juin et en prévoyant d'intégrer les résultats et la situation politique qui en découle dans ce projet. Or, le report des élections, même limité, complique considérablement la tâche.

Deuxièmement, l'ensemble du processus du congrès, est donc en quelque sorte pris en étau entre la fin des échéances départementales et régionales de 2021 et la préparation des échéances de 2022 avec des rendez-vous importants entre les deux dont nous ne pouvons négliger la préparation, de l'université d'été du parti à la Fête de *l'Humanité* dont nous espérons sans pouvoir en être certains comme nous venons d'en discuter, qu'elle prendra une nouvelle dimension cette année.

Troisièmement, des camarades font observer que nous ne pouvons pas à l'instar de la conférence nationale faire une préparation principalement par échange numérique de cet événement. Le congrès, de portée générale et non sur un enjeu unique, avec le travail important de construction du texte et d'amendements, revêt des exigences démocratiques supplémentaires à la préparation d'une conférence nationale. Sans parler de la tenue de l'événement en lui-même où, là aussi, un format en visioconférence imposée en cas de difficultés sanitaires persistantes semble bien plus compliqué que pour une conférence nationale.

*

Après échange avec Fabien, nous avons fait le choix d'exposer ces interrogations, ces doutes lors du dernier CEN en proposant un échange lors de ce CN car nous les estimons suffisamment étayés pour ne pas les passer sous silence d'autant que nous parlons ici d'une échéance démocratique majeure de notre parti.

Plusieurs membres du comité exécutif national, et je le précise au-delà de toute divergence d'option sur les choix politiques à mettre en œuvre dans la période, ont dit les partager, certains allant jusqu'à se prononcer franchement pour un report du congrès à l'automne 2022. Notons par ailleurs que plusieurs forces syndicales et politiques ont fait ce choix du report de leurs propres congrès.

Cet enjeu mérite un réel débat entre-nous, un premier temps d'échange aujourd'hui en direction nationale et si vous en êtes d'accord une consultation des secrétaires départementaux·ales pour recueillir leur avis. Fabien Roussel propose que Marie-Jeanne Gobert, qui avait déjà conduit la précédente consultation sur notre calendrier, puisse également conduire celle-ci, si nous le décidons. Parce que nos statuts prévoient un congrès au moins tous les trois ans et que les fédérations sont au cœur de la construction du congrès, il est impératif à mon sens d'approfondir ce débat avant toute décision.

Voilà cher·e·s camarades les réflexions et propositions qu'il me revenait de vous présenter.

Merci de votre attention.